

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité
Rapport financier trimestriel
Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements
importants quant au fonctionnement, au personnel et au programme
Pour le trimestre se terminant le 30 juin 2015

INTRODUCTION

Le présent rapport trimestriel a été préparé par la direction, conformément à l'article 65.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et selon les modalités prescrites par la Norme comptable 1.3 du Conseil du Trésor. Le présent rapport financier trimestriel doit être lu en parallèle avec le *Budget principal des dépenses* et les *rapports financiers trimestriels* précédents.

Une description sommaire des activités du Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité (CSARS) est disponible sous la partie II du *Budget principal des dépenses*. Pour de l'information sur le mandat du CSARS, prière de visiter son site web au <http://www.sirc-csars.gc.ca>.

Ce rapport financier trimestriel n'a pas fait l'objet d'une vérification externe ou d'un examen.

MÉTHODE DE PRÉSENTATION DU RAPPORT

Le présent rapport trimestriel a été préparé par la direction en utilisant une comptabilité axée sur les dépenses. L'état des autorisations joint à ce rapport inclut les autorisations de dépenser de l'organisme accordées par le Parlement et utilisées par l'organisme, conformément au *Budget principal des dépenses* pour l'exercice 2015-2016. Ce rapport financier trimestriel a été préparé en utilisant un référentiel à usage particulier (sur une base de comptabilité de caisse) conçu pour répondre aux besoins en information financière sur l'utilisation des autorisations de dépenser.

Le gouvernement ne peut dépenser sans l'autorisation préalable du Parlement. Les autorisations sont accordées en applications des lois portant affectation de crédits, sous forme de limites approuvées chaque année, ou par le truchement de lois sous forme de pouvoirs législatifs de dépenser à des fins déterminées.

Le CSARS utilise la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale pour la préparation et la présentation de ses états financiers qui font partie du processus de rapport sur le rendement ministériel. Toutefois, les autorisations de dépenser votées par le Parlement sont encore établies en fonction d'une comptabilité axée sur les dépenses.

FAITS SAILLANTS DES RÉSULTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS ET CUMULATIFS

Cette section met en évidence les éléments importants qui ont contribué à l'augmentation ou à la diminution nette des autorisations disponibles pour l'exercice et les dépenses réelles pour le trimestre finissant au 30 Juin 2015.

État des autorisations

Autorisations disponibles:

Les total des autorisations du CSARS pour 2015-2016 sont demeuré relativement stable par rapport à 2014-2015. La légère augmentation de 9 569 \$ (soit 0,34 %) est attribuable au financement reçu pour compenser l'effet des hausses salariales découlant des conventions collectives qui ont pris effet avant le gel des budgets en 2014 et 2015 et le rajustement du régime d'avantages sociaux des employés. Cette augmentation a été neutralisée par une baisse des autorisation pour la mise en œuvre de diverses initiatives pangouvernementales, dont la poursuite du regroupement des services de payes, l'instauration du nouveau modèle opérationnel de l'École de la fonction publique du Canada, l'élimination des dépenses inutiles attribuables aux frais de retards et aux intérêts versés aux fournisseurs et l'Initiative de renouvellement du Web.

Autorisations utilisées au cours du trimestre:

Dans l'ensemble, les dépenses de 2015-2016 engagée par le CSARS pour le trimestre ont pris fin le 30 juin 2015 et sont inférieures de 18 000 \$ à celle qui avaient été engagées pour le même trimestre en 2014-2015. De plus amples renseignements au sujet de cette diminution sont présentés da la section ci-dessous portant sur l'état des dépenses budgétaires ministérielles par article courant.

État des dépenses budgétaires ministérielles par article courant des dépenses

Autorisations disponibles:

Veuillez vous reporter à l'explication donnée à la section État des autorisation pour obtenir les renseignements connexes.

Autorisations utilisées au cours du trimestre:

La diminution de 18 000 \$ du cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre est principalement attribuable aux postes suivants :

Autres subventions et paiements

Une diminution de 67 000 \$ principalement attribuable au paiement de transition ponctuel qui au eu lieu au premier trimestre de 2014-2015 pour la mise en place du nouveau mode de paiement du salaire avec une période d'arrégages établi par le gouvernement du Canada.

Personnel et Transport et communications

L'augmentation de 26 000 \$ au titre du poste Personnel et celle de 23 000 \$ au titre du poste transports et communications sont principalement attribuables à la dotation d'un nouveau poste et aux coûts engagés pour supporter l'augmentation de la complexité et du volume de la charge de travail pour effectuer le rajustement au mandat élargi du CSARS.

RISQUES ET INCERTITUDES

Le présent *Rapport financier trimestriel* (RFT) de l'organisation fait état des résultats de la période comptable en cours par rapport au Budget principal des dépenses de 2015-2016 (dont la totalité crédits a été débloquée le 19 juin 2015). Le CSARS n'a demandé aucun financement au titre du Budget supplémentaires des dépenses (A) de 2015-2016.

Le CSARS continue d'adapter ses activités au rythme rapide des changements qui surviennent dans l'environnement du renseignement de sécurité et au niveau du roulement du personnel qui pourraient avoir une incidence importante sur les enquêtes relatives aux plaintes.

CHANGEMENTS IMPORTANTS QUANT AU FONCTIONNEMENT, AU PERSONNEL ET AUX PROGRAMMES

Le CSARS a accueilli un nouveau président, l'honorable Pierre Blais, C.P., ainsi que deux nouveaux membres, l'honorable Ian Holloway, C.P., C.D., c.r. et l'honorable Marie-Lucie Morin, C.P. Le Comité compte maintenant tous ses membres. Le *Plan d'action économique de 2015* prévoit le versement de fonds additionnels au CSARS pour l'aider à se préparer à son renouvellement motivé par l'élargissement du mandat du Service canadien du renseignement de sécurité.

Approuvé par :

Hon. Pierre Blais, C.P.
Président

Michael E. Doucet
Directeur exécutif
Dirigeant principale des finances

Ottawa, Canada
Le 29 août 2014

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2015

ÉTAT DES AUTORISATIONS (non vérifié) (note 2)

	Exercice 2015-2016			Exercice 2014-2015		
	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016 (note 1)	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 30 juin 2015	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2015 (note 1)	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 30 juin 2014	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
Crédit I - Dépenses nettes de fonctionnement	2 479	564	564	2 478	558	558
Autorisations législatives budgétaires	317	53	53	309	77	77
Autorisations budgétaires totales	2 796	617	617	2 787	635	635
Autorisations totales	2 796	617	617	2 787	635	635

Note 1: N'inclut que les autorisations disponibles pour l'exercice et accordées par le Parlement à la fin du trimestre.

Note 2: Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

(en milliers de dollars)

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2015

TABLE 1: Dépenses ministérielles budgétaires par article courant (*non vérifiée*) (note 2)

(en milliers de dollars)

	Exercice 2015-2016			Exercice 2014-2015		
	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016 (note 1)	Dépensées durant le trimestre terminé le 30 juin 2015	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2015 (note 1)	Dépensées durant le trimestre terminé le 30 juin, 2014	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
Dépenses:						
Personnel	2 204	537	537	2 182	512	512
Transports et communications	165	33	33	152	10	10
Information	26	2	2	27	3	3
Services professionnels et spéciaux	309	30	30	357	31	31
Location	40	9	9	11	7	7
Services de réparation et d'entretien	-	-	-	-	-	-
Services publics, fournitures et approvisionnements	26	3	3	58	5	5
Acquisition de matériel et d'outillage	26	3	3	-	-	-
Autres subventions et paiements	-	-	-	-	67	67
Dépenses budgétaires brutes totales	2 796	617	617	2 787	635	635
Dépenses budgétaires nettes totales	2 796	617	617	2 787	635	635

Note 1: N'inclut que les autorisations disponibles pour l'exercice et accordées par le Parlement à la fin du trimestre.

Note 2: Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.